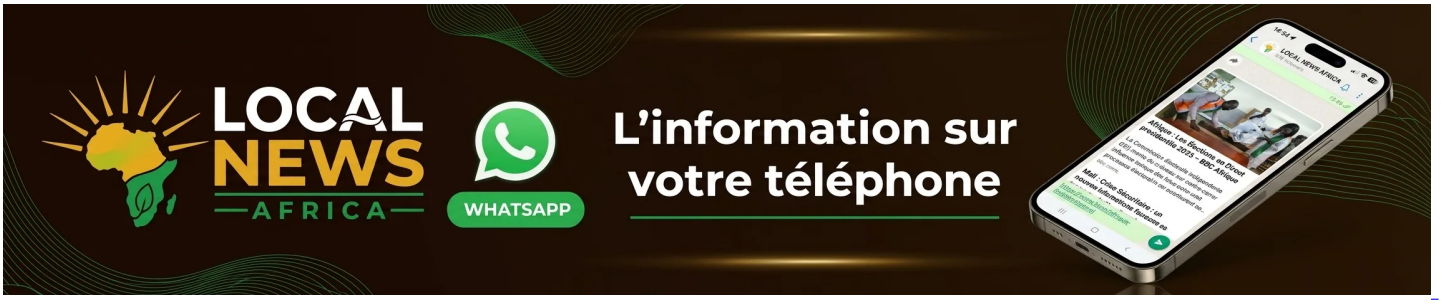


BÉNIN

4 757 milliards FCFA pour le budget 2027, le social et la transformation économique au cœur des priorités

Auteur : **GIbril Ibourahim** | Publié le : **08 oct. 2026 à 15:46**



Le gouvernement béninois a adopté, mercredi 7 octobre 2026, le projet de loi de finances pour la gestion 2027. Équilibré en ressources et en charges à 4 757,029 milliards de FCFA, le texte marque une progression de 14,7 % par rapport au budget rectificatif de 2026. L'exécutif veut financer la croissance tout en renforçant les politiques sociales et la transformation structurelle de l'économie

Le projet de loi de finances 2027 franchit un nouveau palier. Réuni en Conseil des ministres, le gouvernement a décidé de transmettre à l'Assemblée nationale un projet de budget arrêté à 4 757,029 milliards de FCFA, contre 4 148,357 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative pour 2026. L'augmentation atteint ainsi 608,672 milliards de FCFA, soit 14,7 %.

Ce projet constitue la traduction budgétaire d'une ambition affichée par l'exécutif : consolider une croissance soutenue, inclusive et durable tout en poursuivant l'objectif d'éradication de l'extrême pauvreté.

Une croissance projetée à 7,5 %

Sur le plan macroéconomique, le gouvernement table sur une croissance économique de 7,5 % en 2027. Le déficit budgétaire global devrait être contenu à 2,8 % du PIB, soit un niveau inférieur au plafond communautaire de 3 % retenu dans le cadre de convergence de l'UEMOA.

L'inflation est, pour sa part, projetée à 2 %, en dessous du seuil communautaire de 3 %. Ces hypothèses prolongent les orientations présentées dès juin 2026 dans le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2027-2029.

Derrière ces équilibres macroéconomiques, le gouvernement veut surtout orienter davantage la dépense publique vers les secteurs susceptibles de produire des effets durables sur l'économie et les conditions de vie.

Cinq leviers pour transformer l'économie

L'action gouvernementale en 2027 reposera sur cinq priorités : la modernisation de l'agriculture, la promotion industrielle, la valorisation du potentiel touristique et culturel, l'innovation technologique et le renforcement du capital humain.

Cette orientation traduit la volonté de poursuivre le passage d'une économie davantage fondée sur la production primaire vers une économie misant sur la transformation locale, l'industrie, les services, le numérique et la valorisation des ressources nationales.

L'agriculture reste ainsi au cœur de la stratégie, tandis que l'industrialisation doit contribuer à accroître la valeur ajoutée créée localement. Le tourisme et la culture sont également considérés comme des secteurs de diversification économique. L'innovation technologique et le développement des compétences doivent, de leur côté, accompagner la transformation des entreprises et l'insertion professionnelle des jeunes.

Près de 1 600 milliards FCFA pour le social

L'une des principales caractéristiques du projet de budget est la progression des dépenses à sensibilité sociale. Elles devraient atteindre 1 597,533 milliards de FCFA, contre 1 285,37 milliards de FCFA prévus en 2026, soit une hausse d'environ 312 milliards de FCFA.

Plusieurs dispositifs sont concernés. Le gouvernement prévoit notamment de poursuivre et d'étendre le programme ARCH, de renforcer les transferts monétaires destinés aux ménages en situation d'extrême pauvreté à travers GBESSOKE, et de mettre en place une plateforme nationale des prestations sociales.

Le projet prévoit également l'institutionnalisation d'un mécanisme d'aide sociale d'urgence.

Santé : cinq nouveaux hôpitaux de zone

Le secteur sanitaire figure parmi les domaines appelés à bénéficier d'efforts supplémentaires. Le gouvernement annonce la construction de **cinq hôpitaux de zone**, ainsi que la réhabilitation et l'équipement d'hôpitaux départementaux et de centres hospitalo-universitaires.

La prise en charge des urgences vitales doit également être renforcée. À cela s'ajoutent des actions dans la vaccination, la lutte contre le paludisme et la santé maternelle.

L'objectif est de rapprocher davantage les services de santé des populations et d'améliorer la capacité du système sanitaire à prendre en charge les situations urgentes.

Éducation : gratuité, cantines et infrastructures

L'éducation constitue un autre axe majeur du projet de budget. Le gouvernement prévoit notamment la généralisation de la gratuité des frais de scolarité pour les filles dans l'enseignement secondaire général et technique, ainsi que la généralisation progressive des cantines scolaires.

La construction et la réhabilitation des lycées se poursuivront, tout comme la réhabilitation des infrastructures universitaires. Le télé-enseignement doit également continuer à être déployé, tandis que les établissements scolaires bénéficieront de mobiliers et d'équipements supplémentaires.

Les collectivités davantage associées au développement

Le projet de loi de finances 2027 accorde également une place importante à la territorialisation du développement. Le financement des collectivités territoriales doit notamment être renforcé à travers l'opérationnalisation du Fonds d’investissement communal (FIC).

Cette orientation s’inscrit dans la logique des six pôles de développement territorial appelée à structurer progressivement l’action publique sur l’ensemble des 77 communes du Bénin. Le dispositif doit être mis en œuvre par étapes jusqu’à fin 2027.

Un budget désormais soumis au Parlement

Avec cette enveloppe de 4 757 milliards de FCFA, le gouvernement franchit donc une nouvelle étape dans sa programmation financière. Mais le montant et les orientations annoncés restent à ce stade ceux d’un projet de loi.

Le texte doit désormais être examiné par l’Assemblée nationale, dont la session budgétaire s’ouvre le 19 octobre 2026. Les députés auront à examiner les prévisions de recettes et de dépenses ainsi que les priorités proposées par l’exécutif avant l’adoption éventuelle de la loi de finances 2027.

PUBLICITÉ
